

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC/48  
24 septembre 2001

(01-4528)

Conseil général  
Session extraordinaire sur la mise en œuvre

## MESURES VISANT À ACCROÎTRE LA PARTICIPATION DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT MEMBRES AUX TRAVAUX DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES DE NORMALISATION COMPÉTENTES

### Renseignements obtenus auprès des organisations internationales

#### Rapport du Directeur général

1. Vous vous souviendrez m'avoir demandé "d'explorer avec les organisations internationales de normalisation pertinentes et les organisations intergouvernementales pertinentes les mécanismes financiers et techniques permettant de favoriser la participation des pays en développement aux activités de normalisation" et "de coordonner les efforts avec les organisations internationales de normalisation pertinentes en vue de définir les besoins en matière d'assistance technique dans le domaine des mesures sanitaires et phytosanitaires et de déterminer comment y pourvoir au mieux, en tenant compte de l'importance de l'assistance technique bilatérale et régionale à cet égard".<sup>1</sup> Je vous ai auparavant fait rapport au sujet de nos consultations avec les organisations de normalisation ainsi qu'avec les institutions financières.<sup>2</sup> Le présent rapport concerne les renseignements obtenus auprès de plusieurs organisations internationales de normalisation pertinentes et organisations intergouvernementales pertinentes sur les mécanismes financiers et techniques permettant d'accroître la participation des pays en développement Membres à l'élaboration de normes internationales et sur leurs activités d'assistance technique en la matière.

#### **BIPM (Bureau international des poids et des mesures)**

2. En octobre 1999, les laboratoires nationaux de métrologie des pays industrialisés ont signé avec le BIPM un arrangement de reconnaissance mutuelle (MRA) des normes d'étalonnage et de calibrage. En même temps, une nouvelle catégorie de Membres (les Associés de la Conférence générale des poids et mesures) a été créée à l'intention des pays en développement et des économies en transition. Les États et entités économiques associés auraient le droit de participer au MRA à un coût minime.

#### **FAO et Codex Alimentarius FAO/OMS**

3. La FAO a récemment lancé plusieurs initiatives en vue d'aider les pays en développement à améliorer leurs systèmes de normalisation et de s'assurer que les normes et directives du Codex Alimentarius FAO/OMS prennent en compte leurs besoins et préoccupations. En 2000-2001, elle a financé et réalisé 26 projets (par exemple, des ateliers nationaux et régionaux, des consultations d'experts et d'autres projets de coopération technique) en faveur des pays du sud du Sahara, de la Méditerranée, de l'Amérique latine, des Caraïbes, de la Baltique, de l'Asie centrale et de l'Asie de l'Est

---

<sup>1</sup> WT/GC/M/59, compte rendu de la réunion du 18 octobre 2000.

<sup>2</sup> WT/GC/42, 45 et 46/Rev.1.

et du Sud-Est. La FAO a récemment annoncé le lancement de nouvelles initiatives (dont la création d'un fonds spécial de 98 millions de dollars EU) destinées à améliorer les installations de vérification de l'innocuité et de la qualité des produits alimentaires dans les pays les moins avancés, ainsi qu'à aider ces pays à mettre sur pied l'infrastructure nécessaire pour leur permettre de participer plus activement aux activités internationales de normalisation et de se conformer aux normes du Codex. À la 24<sup>ème</sup> session de la Commission du Codex Alimentarius, il a été reconnu que des contraintes financières et des ressources limitées restreignaient la participation de nombreux pays aux activités du Codex. Un projet de cadre stratégique, un projet de plan à moyen terme pour 2003-2007 et le Plan d'action du Président ont été examinés. Des propositions ont été avancées en vue de promouvoir des programmes de formation et d'assistance technique, d'encourager la tenue de réunions dans des pays en développement ou le parrainage de réunions avec des pays en développement, ainsi que de créer un fonds spécial de la FAO/OMS destiné à faciliter la participation des pays en développement aux travaux du Codex.

#### **IAF (International Accreditation Form)**

4. L'IAF a conçu différents programmes pour apporter une aide aux nouveaux organismes d'accréditation dans les pays en développement. Un comité de soutien du développement a été conjointement mis sur pied par l'ILAC et l'IAF, et un mémorandum d'accord a été signé avec l'ISO et l'ONUDI pour aider ces organismes. Au moins une fois par année, des sessions de formation sont organisées afin de fournir une assistance aux organismes d'accréditation des pays en développement. En 2001, 19 000 dollars EU ont été affectés à cette fin. En plus de superviser son aide afin de s'assurer qu'elle permet de répondre aux besoins des organismes des pays moins développés, l'IAF coordonne l'assistance fournie par ses membres aux pays moins avancés. Récemment, une étude a été réalisée pour cerner les besoins des pays en développement en matière d'accréditation.

#### **CEI (Commission électrotechnique internationale)**

5. La CEI, reconnaissant les problèmes auxquels sont confrontés les pays en développement lorsqu'il s'agit de participer à l'élaboration de normes, a lancé un Programme des pays affiliés à la CEI visant les pays nouvellement industrialisés. Le Programme comprend les objectifs suivants: i) aider ces pays à développer l'infrastructure et les connaissances requises pour devenir membres de la CEI; ii) offrir une forme de participation à la CEI sans les charges financières inhérentes à l'adhésion; iii) encourager la participation par l'intermédiaire de l'utilisation des outils électroniques; iv) créer un "Forum des pays affiliés" pour faciliter la participation et assurer l'assistance technique. Le Forum aidera ces pays à identifier les domaines de travaux spécifiques de la CEI qui ont un intérêt pour eux, à développer des positions communes et à communiquer ces positions aux comités techniques concernés. L'échange d'informations et de vues se fera par l'intermédiaire d'un site Web qui doit être créé. Des séminaires d'information réguliers et des manifestations spécialement conçues seront organisés afin d'accroître la connaissance des normes CEI, la manière de les utiliser et de participer à leur développement.

#### **ILAC (Coopération internationale pour l'agrément des laboratoires d'essai)**

6. Outre les activités d'assistance technique menées par l'intermédiaire de ses organes régionaux (par exemple, l'APEC, l'Afrique du Sud et l'Amérique latine), l'ILAC a créé dernièrement un groupe de travail chargé d'examiner le rôle qu'elle joue dans l'aide aux pays en développement (membres et non-membres). Ce groupe de travail coopérera étroitement avec un groupe similaire créé à l'IAF et des activités conjointes seront, au besoin, organisées. Les récents projets réalisés par l'ILAC sont notamment les suivants: i) exécution de projets conjoints par l'ONUDI, l'ILAC et l'ISO afin de procéder à l'évaluation préliminaire par des pairs des organismes d'accréditation des laboratoires dans certains pays en développement considérés se trouver à un stade de développement raisonnablement avancé et susceptibles de participer dans un avenir prévisible au MRA de l'ILAC. Le projet permet de

cerner les faiblesses des organismes et les problèmes auxquels ils sont confrontés pour appliquer les normes et guides internationaux pertinents, et d'y trouver des solutions; ii) coparrainage de la réunion du groupe d'experts du PNUD, de la CESAO et de l'ADIMO sur l'accréditation dans les pays arabes et octroi de l'assistance requise; iii) organisation avec l'IAF d'un séminaire conjoint portant sur les besoins et problèmes des pays en développement relativement à leur participation à des MRA.

### **ISO (Organisation internationale de normalisation)**

7. Un programme en faveur des pays en développement a récemment été lancé par suite d'une initiative du Bureau de gestion technique de l'ISO, dans le but de rechercher les moyens d'accroître la participation de ces pays aux travaux de l'ISO, en particulier par l'intermédiaire des outils des technologies de l'information. Un groupe d'étude a été créé pour examiner les mécanismes susceptibles de renforcer la représentation des pays en développement dans les organes techniques de l'ISO, et une enquête doit être menée pour déterminer les causes de leur non-participation. En 2000, 24 séminaires régionaux de formation ont été organisés sur des thèmes tels que les normes de management de la qualité et de l'environnement, et le renforcement des capacités de normalisation et d'évaluation de la conformité. En 2001-2003, les programmes porteront sur les aspects suivants: i) définition des besoins de normalisation dans les pays en développement; ii) établissement de manuels pour le développement; iii) formation dispensée à l'occasion de séminaires régionaux ou nationaux; iv) formation aux fonctions exercées par les secrétariats des comités techniques; v) participation à des réunions grâce à l'octroi d'une aide financière; vi) aide à l'élaboration des normes internationales requises; vii) assistance en matière de systèmes de documentation et d'information (y compris pour l'utilisation des outils des technologies de l'information); et viii) promotion des normes internationales. Un projet est aussi réalisé dans les pays en développement du bassin méditerranéen et de la Corne de l'Afrique, avec la collaboration de la CNUCED et d'autres agences, dans le but d'améliorer les services d'information sur les normes des organisations de normalisation de ces pays et de promouvoir l'utilisation des technologies de l'information. Dans le cadre du Forum sur les initiatives de normalisation dans le marché mondial, on a recréé un site Web qui renferme une base de données sur les activités d'assistance technique liées aux normes en vue d'améliorer la coordination entre les donateurs.

### **OIML (Organisation internationale de métrologie légale)**

8. L'OIML reconnaît que les fournisseurs d'une assistance technique et les gouvernements ne connaissent pas bien l'importance des services offerts à l'industrie par la métrologie en vue d'améliorer les activités relatives à la qualité, à la certification et à l'évaluation de la conformité. À l'heure actuelle, de nombreux pays en développement ne disposent pas des ressources voulues pour développer les infrastructures nécessaires en la matière. L'OIML a établi un questionnaire dans le but de cerner les besoins des pays en développement dans ce domaine.

### **CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement)**

9. La CNUCED réalise plusieurs projets liés aux obstacles techniques au commerce (OTC) dans les pays en développement. Outre le Projet Méditerranée 2000 (dont la coordination est assurée avec l'ISO et qui est financé par l'Italie), le projet intitulé "Normes et commerce" (financé par le Canada) étudie les effets que peuvent avoir les normes et règlements en matière d'environnement et de santé sur le commerce et il définit des politiques permettant d'éviter qu'ils n'aient des effets négatifs sur les exportations en provenance des pays en développement. Ce projet, qui s'adresse aux pays de l'Asie du Sud, de l'Amérique centrale et du Sud de l'Afrique, vise aussi à renforcer les capacités des pays en développement de traiter des questions touchant aux normes. Un autre projet (financé par le PNUD) a pour objet d'élaborer du matériel de formation et d'organiser des ateliers pour sensibiliser davantage les pays en développement aux normes internationales et pour accroître leur participation à l'élaboration de telles normes.

**ONU/CESAP (Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique)**

10. La CESAP reconnaît les problèmes techniques et financiers auxquels sont confrontés les pays en développement, en particulier les PMA et les pays insulaires du Pacifique, pour participer aux activités de normalisation internationale. L'organisation d'un forum régional pour la normalisation similaire à celui de l'ONU/CEE pourrait être utile à cet égard. La CESAP a participé à des projets pour coordonner la formation et les échanges d'expériences dans les domaines de la normalisation. Les principaux besoins de la région en matière de mise en œuvre et de certification des normes ISO 9000 et 14000 de management de la qualité et de l'environnement ont été cernés, et des services d'étalonnage du matériel d'inspection, de mesure et d'essai utilisés par l'industrie ont été offerts. De concert avec d'autres institutions dans la région, la CESAP réalise des projets liés au transfert de technologie aux PME dans les domaines de la normalisation, de la métrologie et du contrôle de la qualité.

**ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel)**

11. L'ONUDI exécute un large éventail d'activités d'assistance technique liées aux obstacles techniques au commerce à l'intention des pays en développement grâce à son Approche de programme intégrée d'assistance technique d'accréditation, certification, normalisation et métrologie. Cette approche a pour but de mettre en place des systèmes nationaux de qualité et d'accroître les capacités dans les domaines de la normalisation et de la métrologie afin de mieux répondre aux besoins des industries qui entrent sur le marché mondial. En 1998-2000, l'ONUDI a recensé quelque 40 macroprogrammes liés aux obstacles techniques au commerce (portant sur des échanges de l'ordre de 50 millions de dollars EU) dans le cas des pays de l'Afrique (50,8 pour cent), du monde arabe (33,9 pour cent), de l'Asie (6,61 pour cent), de l'Europe de l'Est (5,53 pour cent) et de l'Amérique latine (3,09 pour cent). Pour répondre aux besoins de normalisation, les activités suivantes ont été mises sur pied: i) création et amélioration des organisations nationales et régionales de normalisation (par exemple, au niveau des ressources physiques et humaines, de l'efficacité des pratiques de gestion sur le plan des coûts et des capacités); ii) aide à la coopération entre les organisations de normalisation aux niveaux régional et international (par exemple, pour établir des partenariats entre les organisations nationales en vue d'améliorer les échanges de renseignements et d'accroître la participation aux institutions régionales ou internationales); et iii) sensibilisation accrue aux normes et règlements techniques les plus récents, en particulier à ceux élaborés au niveau international. Dans le domaine de l'évaluation de la conformité, l'ONUDI aide les pays en développement à établir ou améliorer les installations nationales de certification et d'essai, ainsi que les organismes d'accréditation visant une reconnaissance internationale. Elle participe également à l'amélioration des installations des laboratoires de métrologie et des services d'étalonnage.

**Banque mondiale**

12. La participation de la Banque mondiale à l'exécution de projets liés aux obstacles techniques au commerce dans les pays en développement consiste notamment à renforcer les capacités et à améliorer l'infrastructure de normalisation. En 1999, le financement de projets liés au soutien de l'infrastructure de normalisation (par exemple, en Turquie, au Ghana et au Cap-Vert) a totalisé 419,2 millions de dollars EU. Les activités consistent notamment à contribuer à la mise en place et à l'amélioration des systèmes de métrologie, d'étalonnage, de laboratoires d'essai, de certification et d'accréditation afin de leur permettre de mieux répondre aux besoins de l'industrie nationale et d'être acceptés dans d'autres pays, ainsi qu'à accroître la sensibilisation au contrôle de la qualité et à l'adoption de normes internationales pour aider le secteur privé à participer au commerce international. Récemment, la Banque mondiale a lancé un projet en Afrique subsaharienne (financé par les États-Unis et réalisé en partenariat avec le Consortium international pour la recherche économique en Afrique subsaharienne) pour élaborer des plans d'action par pays en Afrique du Sud,

au Nigéria, au Kenya, en Ouganda et au Mozambique sur la facilitation des échanges, les normes et l'accès aux marchés. Le projet consiste notamment à recenser les besoins en infrastructures et en renforcement des capacités dans les secteurs public et privé afin d'améliorer l'accès aux marchés, et de satisfaire aux normes de santé, de sécurité et d'environnement ainsi que de s'acquitter des obligations contractées dans le cadre de l'OMC. Un réseau intitulé "Standard Access Africa" doit être mis sur pied pour diffuser des renseignements sur les normes et les règlements indispensables au développement et au respect des obligations commerciales.

---